



CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

Appel d'offres No. REG/AO-01/22

Travaux de réhabilitation du Système d'Approvisionnement en Eau Potable (SAEP) de Chardonnières alimentant (Département du Sud)

TITRE I- DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Définitions

Les termes suivants devront avoir les significations qui leur sont données ici :

- a) Maitre d'Ouvrage ou Autorité contractante : La Mairie de de Chardonnières
- b) Partenaire ou Financier : Le Programme REGLEAU financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et mis en œuvre par HELVETAS Swiss Intercoopération (ci-après dénommé HELVETAS). HELVETAS est le responsable fiduciaire.
- c) Exécutant, Entrepreneur ou Contractant : La personne ou entreprise dont les propositions sont acceptées et avec laquelle le Contrat est signé.
- d) Partie, Parties: Ce vocable peut désigner le Maitre d'Ouvrage ou l'Exécutant ; lorsqu'il est mis au pluriel il réfère au Maitre d'Ouvrage et l'Exécutant.
- e) Ingénieur : La personne engagée par HELVETAS et/ou la Mairie de de Chardonnières pour le suivi des travaux et qui joue en même temps un rôle de supervision. En absence d'un Superviseur désigné, l'Ingénieur remplit seul le rôle de supervision. Dans ce cas, il remplit aussi la fonction de Superviseur, tel que décrit dans les présents.
- f) Superviseur : La personne ou entreprise engagée par le Maitre d'Ouvrage pour la supervision générale du projet, tel qu'établie dans le Contrat et signifiée par écrit au Contractant, le cas échéant.
- g) Contrat : L'accord écrit entre le Maitre d'ouvrage et l'Entrepreneur pour les travaux définis dans le Cahier des Prescriptions techniques particulières et tous les documents annexés qui font partie intégrante au présent Contrat.
- h) Travaux Permanents : Les Travaux qui doivent être effectués et achevés conformément au présent Contrat et ses annexes.
- i) Travaux Temporaires : Les Travaux qui doivent être effectués de façon temporaire et qui ne font pas partie du présent contrat.
- j) Plans et Spécifications : Les Plans et les Spécifications indiqués dans le présent Contrat y compris les modifications ou compléments apportés par l'Ingénieur ou présentés par le Contractant et approuvés par écrit par l'Ingénieur conformément aux termes et conditions du présent Contrat.
- k) Devis : Le document dans lequel l'Entrepreneur indique le coût des Travaux à effectuer et le montant final applicable à chacun d'eux.
- l) Chantier : Les sites des travaux ou tout autre endroit sur lequel s'effectuent les Travaux Permanents ou Temporaires.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ambassade de Suisse en République d'Haïti



République d'Haïti

Mise en œuvre par
HELVETAS Swiss Intercoopération

- m) Sous-traitant : personnes physiques ou morales avec laquelle l'Exécutant passe un accord en vue de sous-traiter une partie des prestations. L'Exécutant demeure toutefois responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage tout au long de l'exécution du contrat.
- n) Force majeure, événement fortuit : signifie tout événement hors du contrôle d'une Partie, qui n'est pas prévisible, qui est inévitable et qui rend impossible l'exécution par une Partie de ses obligations, ou qui rend cette exécution si difficile qu'elle peut être considérée comme étant impossible dans de telles circonstances. Un cas de force majeure comprend sans y être limité, la guerre, les troubles civils, les explosions, les tremblements de terre, les conditions climatiques inhabituelles ou tous événements similaires équivalents échappant au contrôle des parties contractantes.
- o) Ordre de démarrage : Document écrit et signé communiqué à l'Exécutant par le Maître d'ouvrage pour lui ordonner de commencer les travaux. La date de démarrage contractuelle est réputée être la date inscrite dans l'ordre de démarrage.
- p) Ordre de changement : Document écrit et signé communiqué par le Maître d'ouvrage à l'Exécutant en vue d'approuver tout changement au niveau des items et/ou prescriptions techniques prévus dans le contrat. L'Ordre de changement ainsi signé par le Maître d'ouvrage doit être formellement approuvé par HELVETAS pour être recevable aux fins de paiement par ce dernier.
- q) Appui technique : représente l'appui technique au Maître d'ouvrage que fournissent HELVETAS ou la DINEPA/OREPA Sud dans le cadre de l'exécution des travaux prévus dans le présent contrat.
- r) Jours ouvrables : ils correspondent à tous les jours du calendrier à l'exception des jours de repos hebdomadaire (dimanches), les jours fériés et les jours légalement chômés. Pour ce qui est des échéances, des délais précisés au contrat, ils sont des jours réputés ouvrables.

Article 2. Signatures autorisées et notifications

Toutes communications, requêtes ou autres pièces nécessaires, adressées entre le Maître d'Ouvrage et l'Exécutant, seront signées par eux-mêmes et à défaut par leurs représentants respectifs dûment autorisés dont les spécimens de signatures auront été réciproquement communiqués.

Toute notification nécessaire ou permise en vertu du Contrat devra l'être sous forme écrite lorsqu'elle aura été transmise à la Partie à laquelle cette communication est adressée, ou lorsqu'elle aura été envoyée à cette Partie à l'adresse que celle-ci aura indiquée.

En cas de changement d'adresse par une des Parties, notification préalable doit être donnée en respect de la bonne exécution du présent contrat.

Article 3. Relation entre les parties

Aucune disposition figurant au Contrat ne peut être interprétée comme créant une relation de commettant à préposé, ou établissant un lien de subordination d'employé à employeur entre le Maître d'Ouvrage et l'Exécutant. Dans le cadre du Contrat, l'Exécutant possède le statut juridique d'entrepreneur indépendant. En conséquence il est pleinement responsable du personnel exécutant qu'il emploie, des Sous-Traitants et des services exécutés par ces derniers. Tout litige résultant du

recours aux services de ces personnes ou entités met en jeu la responsabilité exclusive de l'Exécutant.

Article 4. Lois applicables

Le présent contrat, sa signification, son interprétation et les relations régissant les parties sont régis par les lois, décrets et autres textes ayant force de loi sur le territoire de la République d'Haïti.

4-1. Langue et système de mesures

Sauf indication contraire dans le Contrat, toute la correspondance entre les parties, y compris les notifications et les documents préparés par l'Exécutant pour les Travaux devront être rédigés en Français. Le système métrique devra être adopté.

Titre II- OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 5. Obligations de l'Exécutant

L'exécutant a pour obligations de :

- a) Accuser personnellement une présence permanente sur le chantier ou placer un Ingénieur Résident sur les lieux ;
- b) Réaliser les activités définies dans le contrat en raison du montant alloué par le Maître d'Ouvrage, administrer ledit montant.
- c) Fournir au Maître d'Ouvrage et au Superviseur des plans détaillés d'exécution (dossier d'exécution) pour le contrôle et le suivi des activités. Ce dossier d'exécution est fourni par l'Exécutant dans les quinze (15) jours au plus, suivant le démarrage des travaux correspondants. Le planning, les plans généraux d'implantation et tous documents préalables au démarrage des travaux doit être fourni dans le délai indiqué aux spécifications techniques après émission de l'ordre de démarrage des travaux émis par le Maître d'Ouvrage.
- d) Eriger et maintenir en bon état, sur le site qui lui sera indiqué, le panneau de chantier (suivant les spécifications fournies par le Maître d'Ouvrage et HELVETAS).
- e) Ouvrir et maintenir en bon état un cahier de chantier où seront consignés au jour le jour tous les événements relatifs à la vie du projet. Toute inscription dans ce "**Cahier de Chantier**" sera consignée par le représentant de l'entité faisant l'inscription et contresignée par l'**Exécutant**. Le Maître d'Ouvrage et le Superviseur, au cours des visites d'inspection, inscriront dans le "Cahier de Chantier" leurs commentaires et recommandations. Toutes les pages du Cahier de Chantier seront pré-numérotées.
- f) Contresigner personnellement ou par son délégué toutes les inscriptions faites par le Maître d'Ouvrage ou le Superviseur au "Cahier de Chantier" ; préparer des rapports périodiques sur l'avancement physique des travaux, les transmettre au Superviseur qui, dans les cinq (5) jours ouvrables, les fera parvenir au Maître d'Ouvrage.
- g) Exécuter les Ordres de Changement approuvés par le Maître d'Ouvrage et HELVETAS.
- h) S'abstenir à ne pas divulguer les informations confidentielles relatives aux constructions, ni les recommandations formulées dans le cadre des présentes.
- i) Signer personnellement ou par son délégué les actes de réception des travaux.

En raison de cette énumération, l'Exécutant est tenu d'exécuter les travaux décrits dans le contrat et ses annexes avec diligence, expertise et de manière efficiente. Il doit faire montre de bonne collaboration, pratiquer une saine gestion et utiliser des techniques appropriées, des équipements, machines, matériels et procédés sûrs et efficaces dans le cadre de l'exécution du contrat.

L'Exécutant veille au respect des procédures établies par le contrat et garantit au Maître d'Ouvrage la qualité des travaux de construction conformément aux règles de l'art.

Article 6. Obligations du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage a pour obligation :

- a) De recruter et introniser le Superviseur du projet.
- b) Vérifier et évaluer périodiquement les réalisations de l'**Exécutant** et les rapports sur l'avancement physique des travaux.
- c) Se prononcer dans les dix (10) jours ouvrables, suivant la réception d'une demande de prorogation relative au délai d'exécution, transmise par le Superviseur avec ses commentaires.
- d) Se prononcer dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception de la demande d'Ordre de Changement, transmise par le Superviseur avec ses commentaires.
- e) Approuver les actes de réception des travaux.

TITRE III - OBLIGATIONS DU RESPONSABLE FIDUCIAIRE ET DE LA SUPERVISION

Article 7. Obligations de HELVETAS Swiss Intercoopération Haiti

En sa qualité de responsable fiduciaire, Helvetas a pour obligation de :

- a) Fournir un appui technique et financier au Maître d'Ouvrage dans l'exécution du présent contrat en mettant à sa disposition une équipe technique pour le suivi du projet.
- b) Effectuer les décaissements pour l'Exécutant dans les quinze (15) jours ouvrables suivant les modalités de décaissement au contrat en son article 4.

Les responsabilités d'HELVETAS sont limitées à ce qui est prévu dans le cadre du présent Contrat, c'est-à-dire fournir un appui technique et financier au Maître d'Ouvrage, approuver les ordres de changement et effectuer les décaissements prévus au contrat pour le paiement de l'Exécutant conformément aux clauses contractuelles.

Article 7-1 Obligation de la structure de suivi de l'exécution du contrat

La structure chargée de l'Exécution du contrat est mise en place par le Maître d'ouvrage et HELVETAS. Elle est composée de l'Unité Eau Potable et Assainissement (UEPA) de la Mairie de Chardonnières et de l'équipe de projet d'HELVETAS basée à Chardonnières. Elle a pour obligation de :

- a) Superviser et contrôler les travaux selon les prescriptions techniques établies ;
- b) Transmettre les informations et communications aux instances concernées du Maître d'ouvrage et HELVETAS pour les prises de décisions ;
- c) Faire des recommandations au Maître d'ouvrage pour la bonne marche des travaux.

Article 7-2 Obligation de l'ingénieur chargé de la supervision

Il est recruté par le Maître d'Ouvrage et défend en toute circonstance les intérêts légitimes du Maître d'Ouvrage. Il est un professionnel doté d'une expérience lui offrant la capacité de superviser le travail de l'Exécutant dans le cadre du présent contrat. Il évitera tout conflit d'intérêt et ne devra pas s'engager directement ou indirectement dans des activités commerciales ou professionnelles qui pourraient être incompatibles avec les activités qui lui sont confiées en vertu du présent contrat.

Il rend compte au Maître d'Ouvrage et à HELVETAS et s'engage à respecter les procédures et documents établis dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

TITRE IV - PRIX ET DECAISSEMENT

Article 8. Avance de démarrage et garantie bancaire

Le décaissement de l'avance de démarrage a lieu dans les formes convenues par le dossier d'appel d'offres (DAO).

L'Exécutant, dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant la date de signature du contrat, devra **présenter au Maître d'Ouvrage la facture de demande de décaissement (décaissement No 1), laquelle constitue l'avance de démarrage.** La demande de décaissement doit être accompagnée d'une garantie bancaire dont la durée est égale au délai d'exécution des travaux augmenté d'un (1) mois.

Le montant de la garantie bancaire est équivalent à l'avance de démarrage soit **trente pour cent (30%)** au moins du montant du marché. Le montant de l'avance de démarrage sera versé à l'Exécutant dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la présentation du dossier d'exécution et sa demande de décaissement (décaissement No 1). Seule la demande d'avance de démarrage peut être transmise directement au Maître d'Ouvrage sans visa de la structure de suivi de l'exécution du contrat.

Article 9. Date de démarrage du projet et pénalités de retard

La date de démarrage contractuelle sera la date portée sur l'ordre de démarrage émis par le service compétent du Maître d'Ouvrage. L'Exécutant devra commencer les travaux à la date prévue dans l'Ordre de Service de démarrage, sous réserve d'être crédité de l'avance de démarrage par HELVETAS.

Si l'Exécutant ne commence pas les travaux dans ce délai, une pénalité de **UN POUR MILLE (1/1000)** du montant du contrat par jour de retard sera appliquée sans aucune formalité préalable et prélevée automatiquement sur le deuxième décaissement. Outre les pénalités de retard, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le Contrat et de choisir un autre soumissionnaire si l'Exécutant ne respecte pas ce délai.

Faute par l'Exécutant de terminer les travaux dans le délai convenu et fixé à cet effet, il lui sera appliqué, sans aucune formalité préalable, une pénalité de UN POUR MILLE (1/1000) du montant

du contrat par journée de retard, prélevée automatiquement sur les sommes qui lui sont dues ou sur la retenue de garantie, ce, sans excéder 10% du montant du contrat. Cette mesure ne sera pas appliquée lorsque l'Exécutant demande, et que le Maître d'Ouvrage accepte, une prorogation de délai d'exécution comme indiqué à l'article 14.

Article 10. Monnaie applicable et Décaissements

Les décaissements liés à l'exécution du présent contrat s'effectueront en dollars américains selon les spécifications du contrat (sauf indication contraire du Gouvernement haïtien). Ils se feront par chèque à l'ordre de l'Exécutant. A la demande de l'Exécutant, ils peuvent avoir lieu par virements bancaires sur le compte qu'il aura indiqué.

En pareil cas les frais bancaires seront à la charge d'HELVETAS. Cependant, en cas d'information inexacte communiquée par l'Exécutant sur son compte bancaire, les pénalités ou frais quelconques réclamés par la banque pour ce manquement seront à la charge de l'Exécutant et seront directement prélevés sur les montants qui lui sont dus par HELVETAS.

A l'exception de l'avance de démarrage pour laquelle la demande de paiement n'aura pas besoin de visa du Superviseur et/ou de l'Ingénieur chargé de la supervision, tout autre paiement ne peut se faire qu'après une demande de décaissement de l'Exécutant accompagnée du décompte des travaux qu'il aura effectués. Ladite demande doit être préalablement validée et signée par la structure de suivi de l'exécution du contrat et approuvée par la Mairie de de Chardonnières. Une fois la demande de décaissement reçue et qu'il n'existe aucune observation provenant de la supervision ou de la structure de suivi, HELVETAS, aura **quinze (15) jours** ouvrables pour effectuer le décaissement à l'Exécutant.

Article 11. Les retenues de garantie

Les décomptes seront établis selon les étapes fixées dans le contrat sur la base des unités d'œuvre réellement exécutées et des prix unitaires figurant au bordereau contractuel. Les paiements pourront être ajustés pour prendre en compte le remboursement des avances et les retenues prévues au contrat.

Les décomptes seront effectués en prenant en compte les déductions de la garantie de bonne exécution des travaux (prélèvement de 5% du montant de chaque versement, sauf le dernier).

Article 12. Augmentation et diminution des coûts

Sauf indication contraire, aucun ajustement ne sera effectué aux Prix unitaires entendu en raison de la fluctuation des prix de la main-d'œuvre, du coût de machinerie, équipement ou matériaux sur le marché, de la modification des taux d'intérêt, de la dévaluation de la monnaie ou de toute autre raison pouvant affecter le coût des Travaux.

Toutefois l'augmentation et la diminution de masse des travaux effectuées par rapport au Cahier des Prescriptions Techniques, et selon les besoins et ajustements aux quantités réelles sont bornés à +/-20%. Au-delà de ces variations l'Exécutant est fondé à proposer des ajustements de prix pour

les quantités en surplus ou pour compenser les réductions de la masse de travaux. Ces ajustements feront l'objet d'une négociation sur la base des prix du marché. Faute d'accord entre les parties à l'issue des trente (30) jours suivant l'ordre de service établissant le dépassement ou de la réduction de la masse des travaux, le Maître d'ouvrage établira les prix en fonction des données du marché et ils seront appliqués par un nouvel ordre de service.

Article 13. Modalité de Paiement

Pour tout ce qui concerne les modalités de paiement, les parties se réfèrent au contrat.

Article 13-1. Suspension des décaissements

Le Maître d'Ouvrage a le droit de suspendre les paiements en envoyant à l'Exécutant une lettre de notification de suspension si ce dernier manque de s'acquitter de ses obligations contractuelles. Cette lettre de notification de suspension précisera la nature du manquement. L'exécutant devra fournir sa réponse et se doit d'y remédier dans une période ne dépassant pas trente (30) jours après la réception de la notification de suspension.

Les décaissements peuvent être suspendus s'il se produit l'une des causes suivantes :

- a) Non accomplissement par l'**Exécutant** de l'une quelconque des obligations découlant du présent contrat.
- b) Suspension des travaux durant plus de quinze (15) jours sans motif valable préalablement notifié et accepté par le Maître d'Ouvrage.
- c) Cas fortuit ou de force majeure

Article 14. Prorogation du délai d'exécution

L'Exécutant aura droit à une prorogation du délai d'exécution dans les cas suivants :

- a) Cas fortuit ou de force majeure ;
- b) Coupure des routes d'accès ou autres causes non imputables à l'**Exécutant** entraînant l'impossibilité d'approvisionnement en matériaux ;
- c) Non observance par HELVETAS du délai de paiement figurant à l'article 7 de la présente Annexe 'Clauses et Conditions Générales'.

La demande de prorogation du délai d'exécution sera acceptée lorsque le retard ne résulte pas de la négligence de l'Exécutant, de son manque de prévoyance ou d'éléments similaires.

Dans les cinq (5) jours ouvrables suivants la date de la survenance de l'événement ayant causé le retard, l'Exécutant a pour obligation de notifier le fait au Maître d'Ouvrage et à HELVETAS accompagnée d'une demande de prorogation et un nouveau chronogramme d'exécution.

Lorsque les faits rapportés sont justifiés ou confirmés et ne résultent pas d'une négligence quelconque de l'Exécutant, l'ingénieur chargé de la supervision soumettra un rapport en raison duquel le Maître d'ouvrage notifiera son approbation ou refus d'accorder ladite prorogation.

Lorsque la prorogation de délai d'exécution est accordée, elle sera inscrite dans le cahier de chantier avec le nouveau chronogramme d'exécution. Par ailleurs, toutes les dispositions seront prises par l'Exécutant pour proroger la demande de garantie bancaire prévue à l'article 8 ci-dessus.

Article 14-1. Approbation préalable et obligatoire

Ce marché est soumis à l'examen préalable de HELVETAS Swiss Interccoperation Haiti. En conséquence, avant d'accorder une prorogation importante du délai d'exécution du marché, HELVETAS doit approuver toute modification ou toute dérogation aux clauses et conditions dudit marché. Même lorsque la décision de proroger les délais proviendrait du Maître d'Ouvrage et que cette décision aurait pour effet de majorer le montant du marché par rapport à son prix initial, le Maître d'Ouvrage doit au préalable obtenir l'accord de HELVETAS sur son projet de prorogation, de modification, ou d'ordre de service. Tous les changements apportés au marché doivent être soumis à l'approbation par HELVETAS.

Article 15. Force majeure ou cas fortuit

Si un cas de force majeure se présente, l'une ou l'autre partie (Maître d'Ouvrage ou l'Exécutant), doit le plus tôt possible, notifier à l'autre de la date de la survenance de l'évènement. La Partie touchée par l'évènement expose en détail lesdites circonstances et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elle est dans l'incapacité, totale ou partielle, d'exécuter les obligations et d'exercer les responsabilités qui lui incombent en vertu du Contrat.

La Partie touchée informe aussi l'autre Partie de tout autre changement de situation ou événement qui fait ou risque de faire obstacle à l'exécution du Contrat. Dans les quinze (15) jours qui suivent la notification d'un cas de force majeure, d'un changement de situation ou d'un événement perturbateur, la Partie touchée soumet à l'autre Partie un état prévisionnel des dépenses qu'elle estime nécessaires du fait du changement de situation ou de force majeure. Après réception des pièces requises en vertu des présentes dispositions, l'autre Partie prend, à sa discrétion, les mesures qu'elle juge raisonnablement utiles ou nécessaires en l'occurrence, et peut notamment accorder à la Partie touchée un délai supplémentaire raisonnable pour l'exécution des obligations découlant du Contrat.

Si un cas de force majeure met définitivement l'Exécutant dans l'incapacité totale ou partielle de remplir les obligations et d'exercer les responsabilités qui lui incombent en vertu du Contrat, le Maître d'Ouvrage est en droit de suspendre ou de résilier le contrat aux conditions stipulées ci-après au titre intitulé (« Résiliation ») sauf que le délai de préavis est alors de trente (30) jours. En tout état de cause, le Maître d'Ouvrage est en droit de considérer que l'Exécutant se trouve définitivement dans l'incapacité d'exécuter le Contrat s'il n'exécute pas ses obligations, en tout ou en partie, pendant une période dépassant deux mois ou 60 jours ouvrables pour cause de force majeure.

Ne constituent pas des cas de force majeure les événements résultant d'une négligence ou d'une action délibérée d'une des Parties ou d'un de ses sous-traitants, agents ou employés ; il en est de même des événements qu'une Partie agissant avec diligence aurait pu éviter ou surmonter dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

TITRE V- PLAN D'EXECUTION

Article 16. Plan d'exécution

L'Exécutant fournit au Maître d'Ouvrage et à l'ingénieur chargé de la supervision, les plans détaillés d'exécution (dossier d'exécution) facilitant le contrôle et le suivi des activités. Ce dossier d'exécution est fourni par l'Exécutant dans les quinze (15) jours au plus, suivant le démarrage des travaux correspondants.

Le planning ou chronogramme, les plans généraux d'implantation et tous documents préalables au démarrage des travaux doivent être fourni dans le délai indiqué et spécifications techniques après émission de l'ordre de démarrage des travaux émis par le Maître d'Ouvrage.

L'Exécutant sera entièrement responsable de réviser tous les plans descriptifs des Travaux et notifier au Maître d'Ouvrage de toute erreur ou inexactitude qui entrave ou peut entraver l'exécution du Contrat.

TITRE VI- RECOLEMENT

Article 17. Dossier de récolement

Les dossiers de récolement des travaux conformes à l'exécution, seront remis par l'Exécutant au Maître d'ouvrage qui les présentera à HELVETAS pour avis technique au moins une semaine avant la date prévue pour la réception provisoire.

La non-présentation des plans de récolement entraînera un report de la date de réception provisoire des travaux. Lorsque le dossier de récolement est soumis et que dans les trente (30) jours qui suivent aucune observation n'est formulée, il est réputé accepté par le Maître d'Ouvrage.

Les documents de récolement seront faits conformément à la clause 3.7.2 des prescriptions techniques, exclusivement dans le système SI et remis en 3 exemplaires.

TITRE VI – RECRUTEMENT ET GESTION DU CHANTIER

Article 18. Responsabilité à l'égard du personnel de chantier

L'exécutant se charge du recrutement de son équipe en tenant compte des critères établis. En conséquence il assume tous les risques et responsabilités liés à son personnel et à ses équipements, appareils, engins, machineries, instruments...etc... Il est responsable du professionnalisme et de la compétence technique de son personnel qu'il engage. Il s'assure d'engager un personnel fiable, compétent, efficace dans l'exécution des obligations découlant du présent contrat et surtout respectueux des normes d'éthiques et morales.

Article 18-1. Personnel de l'Exécutant

L'exécutant fournira et engagera sur le Chantier pour l'exécution, l'achèvement des Travaux et la réparation des vices de construction :

- a) Uniquement des techniciens compétents et expérimentés, contremaîtres, sous contremaîtres c'est-à-dire une main d'œuvre ayant la compétence nécessaire pour exécuter et superviser le travail exigé ;
- b) Une main d'œuvre capable de respecter le cahier des charges et les normes d'exécution suivant l'échéancier prévu au Contrat ;
- c) Le recrutement des manœuvres ou ouvriers provenant dans la zone du projet est fortement encouragé ; il en sera de même de la main d'œuvre qualifiée pour autant que les compétences exigées sont disponibles dans la zone de réalisation du projet
- d) L'Exécutant embauchera au moins un quota de 30% de femmes pour autant que les compétences soient disponibles sur place et dans le domaine de la construction.

Article 19. Sous-traitance

Au cas où l'Exécutant aurait recours au service de sous-traitants, il devra obtenir au préalable l'approbation et l'accord écrit du Maître d'Ouvrage et d'HELVETAS.

L'approbation d'un sous-traitant par le Maître d'Ouvrage et HELVETAS ne soustrait nullement l'Exécutant de ses obligations et responsabilités contractuelles. Sa responsabilité découlant du présent contrat demeure entière et il se porte garant de ses sous-traitants. Les termes de tous les contrats de sous-traitance seront assujettis aux dispositions du présent Contrat et doivent être libellé en conformité à ce dernier.

L'Exécutant sera responsable d'exiger de ses employés et sous-traitants le respect des dispositions du présent contrat.

Article 20. Remplacement de personnel sur le chantier

Si le Maître d'Ouvrage découvre qu'un des membres du personnel travaillant sur le chantier ou un sous-traitant s'est rendu coupable d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit, ou si le Maître d'Ouvrage établit qu'un des membres du Personnel ou sous-traitant s'est livré à la corruption ou à des pratiques frauduleuses, coercitives ou obstructives lors de l'exécution des travaux, l'Exécutant doit pourvoir à son remplacement, sur demande écrite du Maître d'Ouvrage.

Si le Maître d'Ouvrage ou l'Ingénieur chargé de la supervision constate ou estime qu'un des membres du personnel travaillant sur le chantier ou un sous-traitant n'a pas la compétence nécessaire ou se révèle incapable de remplir ses fonctions, le Maître d'Ouvrage ou l'Ingénieur a le droit de demander son remplacement, en spécifiant les motifs. Le membre du personnel remplacé ne peut plus travailler sur le chantier à moins d'une autorisation écrite de l'Ingénieur chargé de la supervision.

Tout remplacement de personnel ou sous-traitant doit être effectué par un remplaçant dont les qualifications et l'expérience sont au moins équivalentes à celles du personnel remplacé, et qui doit être acceptable au Maître d'Ouvrage et à l'Ingénieur.

Sur demande écrite et motivée du Maître d'Ouvrage, l'Exécutant devra rejeter ou remplacer tout agent, représentant ou autre personnel manifestement incompetent et en violation des articles 45, 46 et 47 des Clauses et Conditions Générales. Cette demande ne constituera pas une rupture en tout ou en partie du Contrat. Tous les coûts et les frais additionnels découlant du rejet ou du remplacement d'un agent, d'un représentant ou d'un employé, pour quelque raison que ce soit, seront à la charge exclusive de l'Exécutant.

Article 21. Attributions de l'Ingénieur chargé de la supervision sur le chantier

Conformément à l'article 7-2, l'Ingénieur chargé de la supervision du chantier est habilité à visiter les lieux sans obtenir une autorisation préalable de l'Exécutant. Il s'assure que les travaux sont exécutés, effectués conformément au dossier technique et en respect des plans d'exécution. Il agit au nom et pour le compte du Maître d'Ouvrage.

L'Ingénieur peut à tout moment de l'exécution des Travaux faire des recommandations écrites à l'Exécutant et exiger :

- a) d'enlever du chantier certains matériaux lesquels de l'avis de l'Ingénieur ne répondent pas aux critères prévus au Contrat ;
- b) le remplacement de ces matériaux;
- c) la correction ou la reconstruction adéquate de tout travail mal exécuté ou exécuté avec des matériaux non appropriés lesquels de l'avis de l'Ingénieur, ne répondent pas aux critères prévus au Contrat.

Les recommandations, ou ordres de l'Ingénieur chargé de la supervision doivent être respectés conformément aux dispositions du contrat.

Article 22. Coût de la Réparation des travaux imparfaits ou viciés

L'Exécutant devra réparer, à ses frais, les travaux défectueux ou non conforme si, de l'avis de l'Ingénieur chargé de la supervision, la fabrication ou l'utilisation des matériaux ne correspond pas aux critères de rendements prévus au Contrat ou que de tels défauts proviennent de la négligence ou du manquement de l'Exécutant. En pareil cas, il devra se conformer à cette obligation explicite du Contrat en ce qui concerne la conformité technique des travaux ou ouvrages.

Sauf dispositions contraires, l'exécutant payera tout le tonnage et d'autres droits, le louage et d'autres paiements ou compensations, le cas échéant, pour l'acquisition de roche, sable, gravier, argile ou autres matériaux nécessaires à l'exécution des Travaux Permanents ou Temporaires.

Article 23. Visite et Accès au chantier

L'Exécutant doit visiter le chantier, le site et ses alentours et effectuer toutes les vérifications nécessaires sur la topographie et la nature du terrain, du sous-sol. Il vérifiera l'état des conduites, des égouts, de la canalisation, des câbles ou d'autres structures existantes, le volume et la nature du travail à fournir, les matériaux nécessaires à l'achèvement des Travaux, les moyens d'accès au Chantier et, en général, toutes les informations sur les impondérables, les conditions climatiques, hydrologiques et naturelles et tous autres éléments lui permettant de fournir un travail en toute connaissance de cause sans possibilité pour lui de réclamer plus tard une indemnité quelconque au Maître d'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage, l'Ingénieur et leurs représentants respectifs pourront à tout moment avoir accès au Chantier, à tous les ateliers de fabrication et lieux de provenance de la machinerie, l'équipement et les matériaux qui seront utilisés pour l'exécution des Travaux. L'Exécutant leur permettra en tout temps l'accès sur les sites du chantier afin de faciliter l'inspection.

Article 24. Rencontre hebdomadaire de chantier

Le Maître d'Ouvrage, l'Exécutant ou son représentant et l'Ingénieur chargé de la supervision ou son représentant, le Coordinateur de Projet de HELVETAS ou son représentant, s'il en a, se rencontreront une fois par semaine sur les chantiers afin de constater l'état d'avancement des Travaux et de vérifier s'ils se déroulent suivant l'échéancier prévu au Contrat.

Article 25. Sécurité et éclairage du chantier

Dans le cadre de l'exécution des Travaux, l'Exécutant supportera les frais relatifs à l'éclairage, au gardiennage, à l'érection des palissades ou de clôtures et la sécurité dans les zones qu'il juge nécessaire ou dans celles requises par l'Ingénieur ou l'autorité dûment constituée afin d'assurer la sécurité du chantier, des matériaux, des travailleurs et d'autres personnes et de prendre toutes mesures pour le maintien de la sécurité de l'espace.

Article 25-1. Harmonie sur le chantier

L'Exécutant prendra en tout temps toutes les précautions nécessaires pour empêcher les manifestations illégales, les arrêts de travail fondés sur des revendications ou réclamations liées au salaire, avantages sociaux de ses employés. Il veillera à préserver la paix et la sécurité des personnes et riverains, la sécurité des propriétés adjacentes aux lieux d'exécution des Travaux.

Article 26. Circulation intense et engins lourds

L'Exécutant fera de son mieux pour éviter que ses engins lourds ou ceux d'un sous-traitant n'abîment pas les ponts, chaussées et voies d'accès au Chantier. Il sélectionnera particulièrement les routes et les véhicules appropriés, limitera et répartira le transport d'un point à un autre de la cargaison, machinerie, équipement ou matériaux de manière à réduire autant que possible la circulation de ces poids lourds.

Si l'Exécutant doit absolument utiliser une route particulière ou un pont pour transporter les matériaux, équipements et ouvrages préfabriqués sur le Chantier et que ce transport risque d'abîmer la route, la chaussée ou le pont, il a pour obligation de les consolider à ses frais, avant

d'effectuer le transport. Dans le cas contraire, il engage personnellement et directement sa responsabilité civile face aux dommages causés par son fait ou par celui de ses employés ou sous-traitants.

L'exécutant reconnaît que le Maître d'Ouvrage et HELVETAS ne sont nullement solidairement et/ou conjointement responsables des dégradations, dommages causés par les équipements ou engins lourds appartenant à l'Exécutant. Il est par conséquent le seul responsable de toutes réclamations relatives aux dommages causés à la route, au pont y compris toute autre demande directe faite au Maître d'Ouvrage et/ou à HELVETAS. Le cas échéant, il négociera et payera toutes les réclamations relatives aux dommages en question.

L'Exécutant s'engage en outre à placer des panneaux routiers, connes pour aviser la population vivant dans les zones ou aires d'interventions.

Article 27. Visibilité

L'Exécutant doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement de la Confédération Suisse géré par HELVETAS. Les panneaux et autres visuels du projet seront soumis à l'approbation d'HELVETAS préalablement à leur implantation sur le chantier ou le site sur lequel les travaux sont exécutés.

Article 28. Publicité et Utilisation du nom ou emblème

En aucun cas, l'Exécutant ne fait état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires de ses rapports indirects avec HELVETAS. Il ne peut utiliser à des fins commerciales ou autres, sous quelque forme que ce soit, le nom, les abréviations, les logos du Responsable fiduciaire en rapport avec ses activités personnelles ou autrement sauf s'il obtient préalablement une autorisation écrite.

Article 29. Respect du droit de propriété

L'Exécutant se conformera strictement aux lois régissant le droit de propriété. Il évitera tout empiètement sur la propriété d'autrui, ou nuisance de quelque nature qu'elle soit qu'il puisse causer au tiers en raison des travaux.

Il devra respecter les règles et règlements de toutes les entités publiques et privées dont les propriétés ou les droits sont affectés ou peuvent être affectés, d'une manière ou d'une autre, par les Travaux Permanents ou Temporaires.

Il devra répondre de toute poursuite ou demande en réparation des dommages causés aux tiers suite à une violation du droit de propriété ou autres résultant de son fait ou de celui de ses employés.

Article 30. Réception provisoire et définitive

Un (1) mois avant la date convenue entre les parties pour la réception provisoire des installations et travaux, l'Exécutant notifie le Maitre d'Ouvrage précisant ladite date supposée et le programme des opérations préalables à la réception. L'Ingénieur chargé de la supervision intervient et les vérifications préalables seront menées et attestées dans des procès-verbaux.

Toute réserve majeure sur les travaux sera soulevée au préalable par l'Ingénieur et signalée à l'Exécutant. Les réserves majeures obligent l'Exécutant à apporter les corrections signalées et en pareil cas, une nouvelle proposition de date est faite et le processus ci-dessus sera réitéré.

A la réception provisoire, des réserves mineures pourront être signalées. L'Exécutant disposera de trois (3) mois après celle-ci pour les corriger.

Sous réserve des corrections nécessaires et qu'aucun défaut n'ait été constaté durant la période de garantie (12 mois à partir de la date de la réception provisoire), la réception définitive sera prononcée. Si des réserves ou défauts imputables à l'Exécutant se sont relevés, ils seront signalés au plus tard trois (3) mois avant la date prévisionnelle de réception définitive. Si les corrections nécessaires ne sont pas réalisées à la date prévisionnelle de réception définitive, le Maitre d'ouvrage pourra accorder trois (3) mois supplémentaires, à l'issue desquels les corrections qui n'auront pas été faites seront réalisées par lui-même aux frais de l'Exécutant notamment en mobilisant la retenue de garantie.

TITRE VII- ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 31. Dommage et réparations

L'Exécutant est entièrement responsable, du début à la fin des travaux, de tout dommage matériel ou toute perte d'une partie ou de l'ensemble des Travaux Permanents ou Temporaires, pour quelque raison que ce soit, sauf en cas de Force Majeure. En pareil cas, il devra indemniser le Maitre d'Ouvrage en cas de perte ou de destruction de biens causés par son personnel ou par l'un de ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent contrat. De manière générale, il assumera les dommages de toute nature qui surviendraient de son fait dans l'exercice de ses obligations contractuelles.

Il souscrira une assurance multirisque qui couvre ses biens et matériels utilisés pour l'exécution du contrat.

Article 32. Assurance de responsabilité civile

L'exécutant est tenu de souscrire une assurance de responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les réclamations provenant de tiers, et des employés travaillant sur les sites. L'assurance devra couvrir les cas de décès, dommages corporels ou matériels, perte ou blessure pouvant survenir durant l'exécution des Travaux. A la demande du Maitre d'ouvrage ou de l'Ingénieur chargé de la supervision, l'Exécutant fournira la ou les polices d'assurance ainsi que les reçus des derniers paiements effectués.

De manière spécifique, l'Exécutant doit souscrire les polices d'assurance suivantes :

- a) L'assurance-responsabilité civile générale (personnel, équipements, véhicules, matériels roulants, engins) telle que précisée ci-dessus ;
- b) L'assurance contre tiers pour les véhicules telle que requise par les lois haïtiennes ;
- c) L'assurance pour couvrir les dommages ou la destruction des travaux, pour quelque cause que ce soit ;
- d) Toutes les assurances sociales comme l'exigent les lois applicables pour tous les employés.

Article 32-1. Assurance Accidents du travail

L'Exécutant s'assure que ses employés et sous-traitants disposent des matériels et équipements de protection individuels nécessaires pour travailler sur le chantier et prend des dispositions relatives à la santé et la sécurité sur le chantier.

Il se dotera d'une assurance d'indemnité pour accidents de travail pour chaque employé, au taux exigé par les lois haïtiennes.

A la demande du Maître d'Ouvrage ou de l'Ingénieur, l'Exécutant fournira une preuve satisfaisante de l'assurance requise ainsi que le reçu du dernier paiement effectué.

Article 33. Exonération

Le Maître d'Ouvrage ainsi que HELVETAS ne sont en aucun cas responsables de la fourniture d'une couverture d'assurance-vie, d'assurance maladie, accident, voyage ou autre qui pourrait être nécessaire ou souhaitable à l'égard de l'Exécutant et de son personnel.

Ils ne sont en aucun cas tenu de réparer un travailleur ou une personne travaillant pour le compte de l'Exécutant d'un dommage quelconque ou verser une compensation en cas d'accident de travail, maladie, décès, blessure survenue sur le chantier ou sur un site dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Article 34. Epidémies et crises sanitaires

En cas d'épidémie ou de crise sanitaire, l'Exécutant se conformera aux règlements, ordres et exigences du Gouvernement ou des autorités locales sur les mesures sanitaires à prendre sur le chantier ou site en vue de traiter, combattre ou freiner les risques de propagation de la maladie.

TITRE VIII- RESILIATION

Article 35. Résiliation par le Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage peut résilier le contrat par notification écrite effectuée dans un délai qui ne saura être inférieur à trente (30) jours suivant l'apparition de l'un des cas suivants :

- a) Défaillance ou manquement de l'Exécutant dans l'accomplissement de ses obligations essentielles dans le cadre du présent contrat en dépit de l'application de l'article 13-1 ;
- b) Violation des termes du présent contrat ou ne respecte pas les documents techniques énoncés au Contrat ;

- c) Dans le cas où le contrat n'est pas entré en vigueur dans les délais indiqués à partir de la signature du contrat ;
- d) Si l'Exécutant arrête les Travaux sans justification et ne les reprend pas malgré une mise en demeure de la part de l'Ingénieur chargé de la Supervision ou du Maître d'Ouvrage ;
- e) Si l'Exécutant refuse de se conformer à une décision prise par suite d'un règlement de conflit à l'amiable ou d'une décision arbitrale ;
- f) Si le financement ou fonds applicable à l'exécution du présent contrat est suspendu en tout ou en partie ou terminé ;
- g) Suite à un cas de Force Majeure ou cas fortuit, l'Exécutant est dans l'incapacité de poursuivre l'exécution des travaux après une suspension de travail de deux (2) mois ou 60 jours ouvrables.

Article 35-1. En outre, le Maître d'Ouvrage a le droit de résilier le Contrat après notification écrite de quatorze (14) jours ouvrables à l'Exécutant, lorsqu'il peut établir avec preuve à l'appui que l'Exécutant s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives lors de l'obtention ou lors de l'exécution du Contrat.

Article 36. Résiliation par l'Exécutant

L'Exécutant a le droit de résilier le Contrat, par notification écrite effectuée dans un délai qui ne saurait être inférieur à trente (30) jours suivant l'apparition de l'un des cas décrits ci-après :

- (a) En cas de retard de paiement, si le Maître d'Ouvrage ne règle pas, dans les quarante-cinq (45) jours suivant réception de la notification les sommes qui sont dues à l'Exécutant, et non sujettes à contestation
- (b) si, à la suite d'un cas de force majeure, le Maître d'Ouvrage se trouve dans l'incapacité d'exécuter les travaux pendant une période de deux (2) mois ou 60 jours ouvrables.
- (c) si le Maître d'Ouvrage refuse de se conformer à une décision prise par suite d'un règlement de conflit à l'amiable ou d'une décision arbitrale ;
- (d) si le Maître d'Ouvrage a manqué à ses obligations contractuelles et n'y a pas remédié dans un délai de quarante-cinq (45) jours (ou tout délai additionnel que l'Exécutant aurait accepté par écrit) après réception de la notification faite à ce dernier.

En cas de résiliation abusive ou sans cause émanant de l'Exécutant, c'est-à-dire pour des motifs non explicités ci-dessus ou non justifié, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de garder la garantie bancaire dans son intégralité, les garanties de bonne exécution sans préjudicier à toutes autres voies de recours pour les torts subis.

Article 37. Mesures à respecter après la notification de résiliation

Sur réception d'un avis de résiliation délivré par le Maître d'Ouvrage, l'Exécutant doit :

- Prendre immédiatement les dispositions nécessaires pour mettre fin rapidement et de façon ordonnée aux activités qu'il avait entrepris pour s'acquitter des obligations découlant du

Contrat, en veillant à n'engager à cette fin que le minimum de dépenses ;

- S'abstenir, à compter de la date de réception de l'avis de résiliation, de prendre de nouveaux engagements ;
- S'abstenir de placer tout autre Contrat de sous-traitance ou commande concernant les matériaux, les services ou les installations à moins qu'il ne convienne par écrit avec le Maître d'Ouvrage qu'ils sont nécessaires à l'achèvement d'une partie non terminée du Contrat ;
- Achever tous les Contrats de sous-traitance ou les commandes en cours dans la mesure où ils se rapportent à une partie terminée du Contrat ;
- Remettre au Maître d'Ouvrage, quelle qu'en soit l'état d'achèvement, tous les plans, dessins, documents et autres qu'il lui aurait été fournis si le Contrat avait été mené à terme ;
- Prendre toutes autres dispositions qu'il juge nécessaires ou que le Maître d'Ouvrage lui demande par écrit de prendre pour réduire les risques de pertes et pour assurer la protection et la préservation de biens corporels ou incorporels qui se trouvent en sa possession dans le cadre de l'exécution du Contrat et sur lesquels le Maître d'Ouvrage détient ou est susceptible d'acquérir des droits.

Article 38. Sans préjudice de ses droits et voies de recours, le Maître d'Ouvrage peut résilier le Contrat sans préavis dans les cas suivants :

- L'Exécutant est déclaré en faillite, mis en liquidation ou devient insolvable ;
- L'Exécutant demande et obtient un moratoire ou une suspension de ses dettes ou une suspension de paiements ou est déclaré insolvable ;
- L'Exécutant fait cession dans l'intérêt de l'un ou plusieurs de ses créanciers
- Les biens de l'Exécutant sont placés sous séquestre ou sous contrôle judiciaire pour cause d'insolvabilité
- Lorsque le Maître d'Ouvrage considère que la situation financière de l'Exécutant s'est détériorée au point de risquer, d'empêcher ou de compromettre gravement l'exécution des travaux ou la poursuite des travaux

L'Exécutant informe immédiatement le Maître d'Ouvrage et HELVETAS de la survenance de l'un des faits mentionnés ci-dessus et lui fournit tous les renseignements pertinents.

Article 39. Frais de justice

Sauf interdiction de la loi, l'Exécutant s'engage à indemniser le Maître d'Ouvrage de tous les dommages et dépenses, notamment mais non exclusivement de tous les frais encourus par celui-ci en cas de poursuites judiciaires ou extrajudiciaires en raison de l'un quelconque des faits

mentionnés aux articles 35, 35-1, 37, 38, 39 ci-dessus ou résultant directement ou indirectement d'une résiliation de Contrat, et ce, même si l'Exécutant est déclaré en faillite ou obtient un moratoire ou une suspension de paiements ou est déclaré insolvable.

Article 40. Les dispositions de l'article 39 sont sans préjudice des autres droits ou recours du Maître d'Ouvrage en vertu du Contrat ou autrement.

Article 41. Rémunération à la suite de résiliation

En cas de résiliation du Contrat, le Maître d'Ouvrage est en droit d'obtenir de l'Exécutant les relevés écrits concernant toutes les obligations exécutées ou en cours conformément au Contrat. En outre, le Maître d'Ouvrage n'est tenu de rémunérer l'Exécutant que pour les travaux qui lui ont été délivrés conformément aux termes du Contrat, mais uniquement si ces travaux ont été commandés, requis ou autrement, fournis avant la réception par l'Exécutant de l'avis de résiliation du Maître d'Ouvrage ou avant le dépôt de l'avis de résiliation auprès du Maître d'Ouvrage.

Cette rémunération ne sera due que lorsque l'Ingénieur aura calculé et confirmé par écrit le montant des frais engagés par le Maître d'Ouvrage pour achever les Travaux et réparer les vices de construction, des frais découlant du retard dans l'achèvement des Travaux et de toutes les autres dépenses encourues par le Maître d'Ouvrage.

Après évaluation, si le solde dû à l'Exécutant dépasse les frais engagés par le Maître d'Ouvrage, cette différence sera versée à l'Exécutant. Si l'Exécutant n'avait pas utilisé ou aura utilisé partiellement les valeurs avancées par le Maître d'Ouvrage et que ces valeurs auraient excédées le montant dû à l'Exécutant, ce dernier en sera tenu responsable et en pareil cas, le Maître d'Ouvrage pourra réclamer ou recouvrer la différence due ou les montants dus par l'Exécutant. Le Maître d'Ouvrage retiendra en tout ou en partie la garantie bancaire, la garantie de bonne exécution en réparation des dommages qu'il aura subis sans préjudicier à toute autres réclamations que ce dernier pourrait exprimer.

Article 42. Réception en l'état

L'Ingénieur aura la charge de convoquer l'Exécutant, aussitôt que possible afin de procéder à l'évaluation des Travaux. Si, pour quelque raison que ce soit, l'Exécutant n'est pas présent durant cette évaluation, l'Ingénieur pourra y procéder en son absence et émettre un certificat contenant une estimation des travaux réalisés par ce dernier ainsi que celui des matériaux non utilisés ou partiellement utilisés, de l'équipement et de toute portion des Installations Temporaires.

Les travaux seront acceptés en l'état et les dispositions relatives à la réception définitive des travaux demeurent en vigueur et s'appliqueront.

TITRE IX- PROPRIETE INTELLECTUELLE

Article 44. Droits d'auteur, brevets et autres droits exclusifs

L'exécutant répond de toutes réclamations et poursuites judiciaires relatives à une violation des droits de propriété intellectuelle y compris des brevets, des marques déposées, des noms de

fabrique ou de tous autres droits réservés à l'utilisation d'un équipement, d'un matériel, d'un procédé ou d'une machinerie dans le cadre de l'exécution des Travaux Permanents ou Temporaires.

L'exécutant déclare savoir et convient que les constructions, les produits, découlant des travaux de construction, documents et autres sont issus d'un travail commandé par le Maître d'ouvrage avec le financement exclusif d'HELVETAS dûment mandaté par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) Suisse.

Le Maître d'Ouvrage ne peut prétendre aux droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété protégés mis en jeu par l'exécution du Contrat si : i) l'exécutant était détenteur de ces droits avant de souscrire aux obligations découlant du Contrat, ou ii) ces droits sont nés ou auraient pu être nés d'activités menées par l'exécutant indépendamment de l'exécution de ses obligations découlant du Contrat; dans l'un ou l'autre cas, l'exécutant accorde au Maître d'Ouvrage un droit perpétuel qui lui confère une jouissance exclusive dans le cadre de l'exécution du Contrat et conformément à ses termes.

L'exécutant prend toutes les mesures nécessaires, établit tous les documents requis et apporte généralement son concours en vue de protéger les droits de propriété du Maître d'Ouvrage conformément aux règles du droit applicable et aux termes du Contrat.

Sous réserve de ce qui précède, les cartes, schémas, photographies, mosaïques, plans, dessins, rapports, projections, recommandations, documents et données diverses rassemblés ou reçus par l'exécutant en vertu du Contrat sont la propriété du Maître d'Ouvrage et sont mis à sa disposition dans le cadre du contrat ou inspection dans des délais et lieux raisonnables. Ils sont considérés comme confidentiels et, à l'achèvement des travaux prévus par le Contrat, sont remis au Maître d'Ouvrage ou à son administration.

TITRE X- ETHIQUE ET DEONTOLOGIE

Article 45. Prévention de la corruption

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le Contrat et de récupérer le montant des pertes causées par une telle résiliation si de son avis, l'Exécutant a offert ou a donné à une tierce personne un cadeau ou un quelconque avantage en vue d'influencer son action au cours de la sélection ou de l'exécution du présent Contrat ; a montré ou a l'intention de montrer à un employé du Maître d'Ouvrage une certaine faveur ou défaveur même lorsque de telles actions sont posées, avec ou sans l'accord de l'Exécutant, par d'autres personnes engagées par lui ou agissant en son nom.

Article 46. Pratiques de corruption

La fraude et la corruption sont interdites dans l'exécution du Contrat. Le Maître d'Ouvrage exige de son personnel et des sous-traitants engagés dans le cadre de la réalisation du projet, de ne pas accepter de la part des tiers ni pour eux-mêmes ni pour les autres, des cadeaux, rémunérations, compensations ou bénéfices de quelque nature que ce soit, car cela pourrait être interprété comme un acte/pratique de corruption.

Le Maître d’Ouvrage devra tenir HELVETAS ou son représentant informé de toute incidence ou soupçon qui pourrait surgir au moment de l’exécution du présent contrat par rapport à l’usage inadéquat des fonds.

Article 47. Normes de conduite

L’Exécutant atteste qu’il n’a ni proposé, ni ne proposera, à un représentant, responsable, employé ou autre agent du Maître d’Ouvrage ou de HELVETAS, un quelconque avantage direct ou indirect découlant de l’exécution du Contrat ou s’y rapportant ou de l’attribution de celui-ci.

En outre, dans le cadre de l’exécution du Contrat, l’Exécutant se conforme aux Normes de conduite énoncées dans le code de déontologie d’HELVETAS et respecte également les prescriptions établies dans la Convention relative aux droits de l’enfant, notamment disposant, entre autres, que tout enfant doit être protégé contre l’accomplissement de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

TITRE XI- MODIFICATIONS

Article 48. Amendement au contrat

Aucune modification du présent Contrat n’est valable et opposable si elle n’a pas fait l’objet d’un amendement signé par les Parties ou leurs représentants respectifs dûment habilités à cette fin.

Au cas où le Contrat serait prorogé pour des périodes supplémentaires conformément aux termes et conditions du Contrat, les conditions applicables à la prorogation seront les mêmes que celles énoncées dans le Contrat, à moins que les Parties n’en conviennent autrement en vertu d’un amendement respectant les formalités ci-dessus exprimées.

Les amendements seront annexés au contrat pour en faire partie intégrante et doivent être approuvés par HELVETAS pour être recevables par ce dernier pour les paiements dans le cadre de l’exécution du contrat.

TITRE XII- RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 49. Non-renonciation aux droits

Le fait de ne pas exercer un droit dont l’une ou l’autre des Parties peut se prévaloir en vertu du présent Contrat ou autrement ne sera pas interprété comme constituant une renonciation de la part de l’autre Partie à l’un de ces droits ou recours connexes et ne dégagera pas les Parties de leurs obligations découlant du Contrat.

Article 50. Notification du conflit ou du différend

Dans l'éventualité d'une réclamation, d'une controverse ou interprétation, d'un différend ou d'une violation découlant de ou relatif au présent Contrat, les parties régleront le différend à l'amiable en premier lieu.

La partie lésée devra immédiatement notifier l'autre partie par écrit de la nature de la réclamation, de la controverse ou interprétation, du différend au plus tard dans les sept (7) jours de la survenance du conflit ou différend. Dès réception de la notification, la partie examinera le contenu de la notification et devra par la suite notifier dans un délai ne dépassant pas 15 jours sa réaction, réserve ou proposition de résolution à l'amiable du conflit.

Article 51. Règlement amiable

Les Parties commenceront les consultations en vue d'arriver à un règlement à l'amiable du conflit ou différend sans toutefois interrompre les Travaux.

Si les Parties souhaitent parvenir à un règlement amiable par voie de conciliation, l'une ou l'autre partie peut demander de soumettre l'affaire au Règlement de conciliation de HELVETAS Swiss Intercooperation Haïti.

Article 52. Arbitrage

Dans le cas où le litige, les contestations, controverse ou réclamation entre les Parties né du Contrat ou d'une violation à celui-ci, n'est pas réglé à l'amiable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception par une Partie de la demande écrite de règlement amiable, la Partie la plus diligente aura recours à l'arbitrage.

Lesdites contestations seront soumises à la procédure d'arbitrage devant un arbitre unique, selon les règles en vigueur de la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage d'Haïti (CCAH), dont la décision sera finale et définitive. L'arbitre sera nommé par le Directeur Exécutif en exercice de la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage d'Haïti (CCAH). Le lieu de l'arbitrage sera Port-au-Prince et le français la langue de l'arbitrage et les frais seront supportés par les deux parties.